

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°5101 - Mardi 14 Avril 2026 - Prix : 200 Fc

CATASTROPHE NATURELLE:

Améliorer les mécanismes d'intervention



ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iralédjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :
541m² - 49€/m²

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :
1.500m² - 60€/m²

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l'océan.
-> 1.200m² - 49€/m² / -> 2.492m² - 49€/m²

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :
4.000m² - 49€/m²

Contact whatsapp : +269 333 21 02

25 Chawwal 1447
Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Avril 2026

Lever du soleil:

06h 12mn

Coucher du soleil:

18h 05mn

Fadjr : 04h 59mn

Dhouhr : 12h 12mn

Ansr : 15h 20mn

Maghrib: 18h 08mn

Incha: 19h 22mn



INTERVIEW :

COLONEL SOILIHU ABDALLAH RAFIK :

"Les Comores s'imposent comme acteur régional clé"

Face à l'urgence climatique, l'Union des Comores accélère sa mutation. Entre participation stratégique au programme REPAIR et renforcement de l'assurance souveraine, le pays structure sa réponse aux catastrophes. Rencontre pour faire le point sur les avancées et les défis de cette stratégie nationale, le colonel Soilihu Abdallah Rafik nous éclaire. Interview.

Question : Que retenir de cette conférence et quelles retombées concrètes attendez-vous pour les Comores ?

Colonel Soilihu Abdallah Rafik : Cette conférence a été un tournant. Elle a consolidé la position des Comores comme acteur engagé dans les mécanismes africains innovants, notamment l'assurance paramétrique. Concrètement, nous en attendons trois bénéfices majeurs. D'abord, un accès facilité aux ressources immédiates après un choc (cyclone, inondation), ce qui réduira notre dépendance à l'aide d'urgence internationale, souvent trop tardive. Ensuite, un appui technique crucial pour structurer notre straté-

gie nationale d'assurance souveraine. Enfin, la reconnaissance des Comores comme « pays pilote insulaire ». Comme le défend le Président Azali Assoumani, nos spécificités d'État insulaire nécessitent des instruments financiers sur mesure pour faire face aux submersions marines ou aux crises hydro-météorologiques.

Question : Justement, quel bilan tirez-vous de l'implication du pays dans le programme REPAIR ? Ces avancées sont-elles déjà visibles sur le terrain ?

A.S.R : Le bilan est très positif. Le programme REPAIR nous a permis de structurer un cadre national intégrant prévention, préparation et transfert du risque. Nos institutions, notamment la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC), ont vu leurs capacités renforcées par des outils d'analyse et de planification financière. Sur le terrain, cela se traduit par une meilleure anticipation : les délais entre l'impact d'un événement et la mobilisation des fonds se raccourcissent. On observe aussi une coordination inédite entre la sécurité civile, les

finances et la météo. Je tiens d'ailleurs à souligner que la présidence du comité de gestion du fonds d'urgence régional a été confiée aux Comores. C'est une reconnaissance claire de la vision portée par le Président Azali, qui a permis à la DGSC de s'imposer comme un leader africain sur ces questions.

Question : Malgré ces progrès, quels sont les efforts prioritaires à fournir pour rendre la réponse aux urgences encore plus efficace ?

A.S.R : Le travail doit se poursuivre sur cinq axes prioritaires à court terme : l'intégration d'un système d'alerte précoce plus performant, la création d'un centre national de coordination opérationnelle, et surtout le renforcement des capacités logistiques sur chaque île. Nous devons également accentuer la formation spécialisée des secours et garantir un mécanisme de financement ultra-rapide des premières interventions. La pleine réussite dépendra aussi de la consolidation de nos données nationales sur les risques et d'un alignement budgétai-



re rigoureux.

Question : En toute franchise, les Comores sont-elles aujourd'hui prêtes à affronter une catastrophe climatique majeure ?

A.S.R : Nous sommes nettement mieux préparés qu'hier, mais soyons lucides : nous ne le sommes pas encore assez pour faire face, seuls, à un événement de très grande ampleur. Si la gouvernance et l'a-

lerte précoce ont progressé, notre forte exposition et certaines fragilités structurelles demeurent. L'enjeu aujourd'hui n'est plus de poser les bases, mais d'accélérer la montée en puissance de nos capacités nationales et locales pour atteindre des conditions de réponse optimales.

Propos recueillis par Hamdi Abdillahi Rahilie

SÉCURITÉ :

Une réforme pour rapprocher la police des citoyens

Le ministère de l'intérieur, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), engage une réforme ambitieuse des forces de sécurité, avec un accent particulier sur la police municipale. L'objectif affiché est de mieux structurer, moderniser et rapprocher ces forces des citoyens.

Cette réforme s'appuie sur trois axes principaux : le renforcement du cadre juridique, l'amélioration des infrastructures et des équipements, ainsi que la formation des agents, avec une attention particulière portée à la citoyenneté et aux droits humains. Sur le plan juridique, une série de consultations est en cours à

Anjouan, Mohéli et en Grande Comore. Cette démarche vise à finaliser un cadre légal harmonisé pour la police municipale, dont l'adoption est envisagée d'ici juin 2026. Une étape jugée essentielle pour clarifier les missions des agents et garantir leur alignement avec les lois nationales.

Côté infrastructures, plusieurs chantiers sont annoncés. L'école de police d'Anjouan devrait être réhabilitée afin de devenir un centre de formation adapté aux besoins actuels. Par ailleurs, les commissariats de Chindini et de Hoani seront équipés pour améliorer à la fois les conditions de travail des agents et la qualité du service rendu aux populations. Le projet prévoit également la mise en place d'un atelier de cou-

ture destiné à produire localement les uniformes, avec un impact attendu sur l'économie locale. La formation constitue un autre pilier central de cette réforme. Près de 200 agents seront formés, dont au moins 30% de femmes. Les modules porteront notamment sur les droits humains, l'éthique professionnelle et la relation avec les citoyens. En parallèle, des espaces de dialogue communautaire seront instaurés afin de renforcer la confiance entre la police municipale et la population.

Pour les autorités, cette initiative traduit une volonté de faire évoluer le modèle de sécurité vers une approche plus inclusive et plus efficace. « Cette réforme marque une étape importante vers une sécurité plus proche des citoyens », a déclara-

ré le ministre de l'Intérieur, Mohamed Ahmed Assoumani, appelant à une mobilisation collective pour accompagner ce processus. La réforme, dont la clôture des activités est prévue dans le courant de l'année, s'inscrit dans un effort plus large de modernisation du sec-

teur de la sécurité. Un chantier complexe, qui nécessitera l'implication de l'ensemble des acteurs, mais dont les premiers résultats sont attendus avec attention, tant par les citoyens que par les partenaires du pays.

El-Aniou Fatima



La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le _____
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 000	127

CATASTROPHE NATURELLE:

Améliorer les mécanismes d'intervention

Ce lundi 13 avril, s'est tenu à Moroni un atelier sur le thème : « Renforcement des capacités et planification des actions en matière d'aide humanitaire et de soutien en cas de catastrophe naturelle ». Réunissant des experts de la région, cet atelier a offert une occasion de réfléchir aux expériences, de partager les meilleures pratiques afin de renforcer les systèmes d'alerte précoce, d'améliorer les mécanismes d'intervention en cas de catastrophe et de consolider la résilience à long terme.

Les Comores sont particulièrement exposées à une série de risques naturels, notamment les cyclones, l'activité volcanique, en particulier celle du mont Karthala, les inondations et l'érosion côtière. Ces risques concernent également d'autres

États insulaires ou côtiers de la région, tels que Djibouti, la Somalie et le Kenya », a déclaré lors l'ouverture de l'atelier, Mohamed Ali Abdallah, secrétaire général du ministère de l'Intérieur. « Ces défis sont encore exacerbés par les effets croissants du changement climatique, qui pèsent de plus en plus sur les moyens de subsistance, les infrastructures et les écosystèmes. Cela nécessite une mobilisation régionale concertée des ressources, ainsi que des efforts visant à éviter qu'un seul État membre ne supporte une charge excessive. Dans cette perspective, l'EASF constitue un cadre idéal pour renforcer notre capacité collective à faire face aux crises humanitaires », a-t-il ajouté.

Il a également souligné que « le renforcement de nos systèmes de préparation et d'intervention n'est pas seulement une priorité, mais une

nécessité. Le soutien à l'action humanitaire dans la région doit être proactif, inclusif et fondé sur un engagement commun fort. Nos stratégies doivent s'appuyer en priorité sur les capacités locales, complétées par les capacités régionales et, en dernier recours, par des partenariats internationaux ». Selon lui, cet atelier constitue une opportunité précieuse pour tirer des enseignements des expériences passées, partager les meilleures pratiques et identifier des solutions innovantes adaptées aux réalités locales. Grâce à une meilleure collaboration et coordination, il sera possible de renforcer les systèmes d'alerte précoce, d'améliorer les mécanismes d'intervention et de bâtir une résilience durable.

Cet atelier s'inscrit dans une série d'initiatives organisées par l'EAS visant à mettre en place les cadres et les moyens nécessaires

pour permettre à la région de disposer de ses propres solutions face aux catastrophes. Il a enfin encouragé les participants à tirer pleinement profit de cette rencontre : à s'impliquer activement, à échanger des idées et à nouer des partenariats durables au-delà de cet atelier. L'action humanitaire est avant tout une question humaine : « il s'agit de protéger la dignité, de sauver des vies et de redonner espoir ». Ensemble, il est possible de bâtir un avenir plus sûr et plus résilient pour les populations de la région. Pour rappel, l'EAS est un mécanisme régional essentiel en matière de paix, de sécurité et d'intégration, conçu pour intervenir rapidement et efficacement face aux crises et aux conflits dans notre région et au-delà.

Ce mécanisme s'emploie désormais à renforcer ses capacités afin d'élargir son mandat à l'action

humanitaire et à la gestion des catastrophes naturelles, conformément aux orientations de l'Union africaine et à l'approbation des organes décisionnels de l'EASF. L'Union des Comores, avec sa riche culture et ses beautés naturelles, a l'honneur d'accueillir pour la deuxième fois cet atelier consacré à l'aide humanitaire et au soutien en cas de catastrophe naturelle, après une première édition tenue à Moroni en novembre 2021, au cours de laquelle des scénarios avaient été élaborés. La préparation aux catastrophes est une nécessité dans la région, compte tenu de la diversité des risques potentiels auxquels les Comores sont confrontées, tant au niveau national qu'au niveau collectif, en tant qu'États partageant des caractéristiques géographiques similaires.

Nassuf Ben Amad

COOPÉRATION TURQUIE – COMORES

Une deuxième rencontre pour redynamiser les relations

Une délégation comorienne s'est rendue à Ankara en Turquie pour participer à la deuxième réunion de consultation politique du 07 au 08 avril dernier. Conduite par l'Ambassadeur Mirhane Bourhane, accompagné du Directeur général des Affaires politiques et juridiques et de la Directrice générale de la Coopération internationale, la mission a rencontré l'équipe du Ministère des affaires étrangères de Turquie, pour discuter sur plusieurs sujets d'intérêt commun, notamment l'état des relations bilatérales et les moyens de les renforcer, la situation géopolitique, plus particulièrement dans le moyen orient, les voies et moyens de renforcer la coopération économique et commerciale entre les deux pays. Les deux parties ont passé en revue la coopération bilatérale et les moyens de la consolider, à travers la finalisation des projets d'Accords et leur signature dans les meilleurs délais.

Il s'agit entre autres du Mémoire de coopération général, du Mémoire d'entente sur la formation diplomatique et



l'Accord en matière de protection réciproque des investissements, dans un partenariat gagnant-gagnant. En marge des échanges avec le Ministère des affaires étrangères, la délégation a été reçue par le Vice-président de TIKA, l'agence turc de Coopération, pour évaluer ses projets de développement aux

Comores. L'agence a fait part de son intention d'accroître et diversifier ses interventions dans l'archipel et exprimé sa disponibilité à accompagner le pays dans ses priorités de développement, selon un membre de la mission. La délégation a pu aussi rencontrer SILA Holding, une compagnie spécialisée dans le

domaine de la Santé notamment la construction, l'équipement et la gestion d'hôpitaux. Sa Directrice des affaires financières a évoqué ses expériences en Afrique notamment au Sénégal, où ils ont construit et équipé un hôpital VIP qui sera inauguré prochainement. La société a exprimé sa disponibilité à travailler

avec les autorités comoriennes.

Une réunion avec l'organisme turc chargé de la gestion des bourses au niveau international a permis de prendre connaissance des domaines d'intervention et des effectifs des boursiers que notre pays a bénéficié. Selon le Directeur de l'Agence, la Turquie a déjà formé 147 étudiants boursiers dont 24 sont en cours de formation, en licence, Master ou Doctorat. Il a été convenu de revoir les voies et moyens d'accroître leur nombre selon les besoins du pays. Cette mission a permis de faire le bilan de la coopération et les moyens de la renforcer dans les domaines mutuellement bénéfiques. Selon la délégation, la première Grande commission mixte, devrait se tenir à une date et un lieu qui seront décidés ultérieurement. La Turquie aurait enfin exprimé sa volonté d'accompagner le pays dans la réussite organisationnelle des Jeux des Iles de l'Océan Indien, aux Comores en 2027.

Kamal Gamal

CRISE ÉNERGÉTIQUE :

Aucune stratégie pour minimiser l'impact

Le monde vit dans l'incertitude face au conflit au Proche Orient, plusieurs pays ont adopté des mesures pour essayer de juguler la crise énergétique en cours, conséquence directe de la guerre déclenchée par Israël et les USA contre l'Iran, le 28 février dernier. Les Comores peinent à esquisser une réponse concrète.

Jusqu'à ce jour, le gouvernement comorien n'a adopté aucune mesure, ni stratégie. Le train de vie de l'Etat continue à être le même, et même le dimanche les ministres continuent à rouler avec

leurs gros cylindres, alors que le spectre d'une pénurie continue à guetter le pays. Une posture en totale contradiction avec celle adoptée par des pays voisins de l'océan indien, et de l'Afrique de l'Est. Dans une dépêche du 7 avril dernier, l'Agence Reuters mettait en évidence certaines dispositions prises par des pays africains. « Plusieurs gouvernements africains ont réagi à la flambée des prix mondiaux du pétrole, provoquée par la guerre avec l'Iran, en mettant en œuvre de fortes hausses des prix des carburants, des mesures d'économie d'énergie ou un rationnement de l'é-

lectricité ». Et l'agence de citer le cas de Madagascar, qui a déclaré l'état d'urgence énergétique.

« La déclaration de l'état d'urgence énergétique permet aux autorités de prendre des mesures exceptionnelles et urgentes pour rétablir l'approvisionnement en énergie et assurer la continuité des services publics ». La mesure consisterait à donner la priorité à des secteurs essentiels de l'économie, comme les hôpitaux, les transports, ou encore la production électrique. Chez nos voisins mauriciens, l'heure est aussi à l'austérité. Le gouvernement a imposé une certaine limi-

tation, comme la réduction de l'électricité pour les usages non essentiels, éclairages décoratifs, piscines chauffées ou encore les fontaines publiques.

En Tanzanie, la présidente Suluha a pris une décision symbolique concernant son convoi. « À compter d'aujourd'hui, lors de tous mes déplacements, les agents qui m'accompagnent utiliseront des transports groupés en minibus afin de réduire la consommation de carburant et les coûts opérationnels pendant cette période », révèle une dépêche de l'Associated Presse. Au Sénégal, le gouvernement a suspen-

du tous les voyages non essentiels des ministres, jusqu'à nouvel ordre. Aux Comores, outre les déclarations rassurantes du gouvernement, aucune mesure n'a été prise pour structurer le secteur énergétique dans l'éventualité d'une crise continue de l'énergie. Au début de la guerre, le gouvernement avait appelé la population à éviter les achats de paniques, notamment en constituant un stock dans les domiciles au risque de créer d'autres incidents plus graves.

Imtiyaz

SPORT ET PROPRETÉ DANS LES ÉCOLES

Salamani donne le coup d'envoi

À l'EPP Salamani de Fomboni, un ambitieux projet mêlant sport scolaire et promotion de l'hygiène a été officiellement lancé vendredi dernier. Portée par le programme Bundo La Malezi et soutenue par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'initiative entend transformer durablement le quotidien des élèves à Mohéli.

Ce vendredi 10 avril 2026, l'École primaire publique (EPP) de Salamani, à Fomboni (Mohéli), a servi de cadre au lancement d'un projet combinant compétition sportive inter-établissements et opération « école propre ». Une initiative portée par le programme Bundo La Malezi (BLM), avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). La cérémonie d'ouverture, marquée par une forte mobilisation de la communauté éducative, a réuni plusieurs autorités régionales du secteur. Parmi elles, le directeur

de l'enseignement secondaire, Mzé Ali, un représentant du Directeur de l'enseignement primaire ainsi que le référent du projet École contextualisée (PEC) à Mohéli, Hakim Toilha en présence du maire de Fomboni Takidine Mahamoud.

Au cœur de ce projet : améliorer les connaissances et les pratiques des élèves dans les domaines du sport, de l'hygiène et de la protection de l'environnement. Pour le directeur de l'établissement, Hamada Mdahoma, cette initiative arrive à point nommé. « Ce projet permettra aux élèves de s'impliquer activement dans des activités comme la plantation d'arbres, tout en développant une culture sportive et des habitudes de propreté essentielles à leur santé », a-t-il souligné. Les responsables éducatifs présents n'ont pas caché leur satisfaction. Ils espèrent voir ce type d'initiatives s'inscrire dans la durée, afin de contribuer efficacement à l'amélioration du système éducatif local. Au-delà de Salamani, le



programme s'étend à d'autres établissements de l'île. L'EPP de Djoiezi travaille sur la thématique de la cantine scolaire, tandis que l'EPP de Bangoma met l'accent sur l'environnement. Deux collèges, à Nioumachoi (région de Mledjele) et à Hoani (Moimbassa), bénéficient également du projet PEC.

Selon Hakim Toilha, ce programme repose sur une appro-

che contextualisée, permettant à chaque école de développer des actions adaptées à ses besoins. Un projet commun fédérateur a toutefois été retenu : « Agir pour une école propre », visant à sensibiliser les élèves à l'hygiène, à la citoyenneté et à la préservation de leur cadre scolaire. Les parents d'élèves, présents lors de la cérémonie, ont salué une initiative porteuse d'espoir pour l'épanouissement et la réussite

de leurs enfants. À travers ce programme, Bundo La Malezi ambitionne ainsi de responsabiliser élèves et encadreurs, tout en améliorant les conditions d'apprentissage. Une dynamique qui place désormais l'école au cœur du développement local à Mohéli.

Riwad

PROJET ULANGA MALI À MOHÉLI :

Des accords signés et du matériel remis aux services techniques

À Fomboni, la signature de protocoles d'accord entre les directions régionales et le projet Ulanga Mali, suivie de la remise de matériels informatiques, constitue une avancée majeure dans le renforcement des capacités techniques et la mise en œuvre des actions de développement sur l'île.

Le jeudi 9 avril dernier, dans les locaux du CRDE de Fomboni, s'est tenue la cérémonie de signature des protocoles d'accord entre plu-

sieurs directions régionales de Mohéli et le projet Ulanga Mali. Cette rencontre a également été marquée par la remise de matériels informatiques au profit des directions concernées ainsi que du Parc National de Mohéli (PNM). Prenant la parole, Attoumane Aboubacar, coordinateur régional du projet Ulanga Mali à Mohéli, a souligné l'importance de ces accords dans la mise en œuvre des activités. « Nous venons de procéder à la signature de protocoles d'accord avec les directions régionales,

notamment celles de l'Aménagement, de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement. Ces partenariats sont essentiels, car nous ne pouvons pas mener efficacement nos activités sans une étroite collaboration avec les partenaires techniques », a-t-il déclaré.

Il a précisé que le projet Ulanga Mali, qui finance des initiatives dans plusieurs secteurs dont l'agriculture, entend également appuyer les services techniques afin d'assurer une meilleure exécution des actions

prévues. « Ces accords constituent un cadre structuré qui permettra de coordonner nos interventions et de garantir l'efficacité de nos activités au niveau de l'île », a-t-il ajouté. De son côté, Fahad Hamdane, directeur régional de la pêche, s'est exprimé au nom de ses homologues bénéficiaires. Il a salué l'appui du gouvernement, en particulier du président Azali Assoumani, ainsi que l'accompagnement des ministères concernés, notamment ceux de l'Environnement et du Tourisme, et de l'Aménagement du territoire.

Il a également tenu à remercier les partenaires techniques et financiers, dont l'Agence française de développement (AFD)

et l'Union européenne, pour leur soutien au projet. « Nous exprimons notre gratitude aux responsables du projet Ulanga Mali, tant au niveau national qu'insulaire, pour les efforts consentis en vue de renforcer nos capacités et répondre aux besoins de nos services », a-t-il indiqué. Cette cérémonie illustre la volonté des acteurs institutionnels et des partenaires au développement de consolider la synergie entre les services techniques et de doter ces derniers des moyens nécessaires pour mener à bien leurs missions au service du développement durable de Mohéli.

Riwad



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
Mohamed Yousseuf
Sanaa Chouzour
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar

Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra
Abdillahi Hamdi Rahilie
El-Aniou Fatima
Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lgazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

SANTÉ :

CHRI de Samba, un centre polyvalent

Associé aux épidémies de choléra, de Covid-19 et de la mpox, le centre hospitalier régional insulaire de Sambakouni peine à attirer les patients pour les soins courants. Pourtant, sur place, l'établissement affiche des couloirs calmes, des services complets et des protocoles de sécurité stricts. Reportage dans un hôpital qui cherche à reconquérir la confiance des citoyens comoriens.

Dès l'arrivée, le contraste frappe. On s'attend à une zone médicalisée, austère, marquée par l'urgence. On découvre un vaste domaine de plusieurs hectares, aéré, sous un ciel d'un bleu franc. Des bâtiments propres, bordés d'arbustes taillés et de pelouses entretenues. Des panneaux solaires sur les toits captent la lumière. Aujourd'hui le CHRI de Sambakouni est un hôpital ouvert, calme, où l'espace respire. Mais depuis la période Covid, les patients se font rares. Pourtant, sa vocation dépasse la gestion des crises sanitaires. « On associe souvent l'hôpital de Sambakouni aux épidémies. Je le comprends. Mais notre vocation première, c'est d'être un Centre Hospitalier Régional Insulaire. L'unité épidémie n'est qu'une partie

de notre mission, activée en cas d'urgence. Au quotidien, nous sommes un hôpital généraliste complet qui soigne tant d'autres maladies. La population doit le savoir », rappelle Djamila Bacar, surveillante générale de l'établissement.

Au quotidien, Sambakouni fonctionne comme un hôpital complet : Médecine générale, urgences adultes et pédiatriques et pédiatriques, gynécologie-obstétrique, urologie, pneumophthysiologie-lèpre, neurologie avec prise en charge des AVC et de l'HTA, ainsi que le suivi des maladies chroniques tels que les patients diabétiques : plus d'une dizaine de médecins spécialistes et généralistes y exercent. Le plateau technique suit : bloc opératoire, maternité avec suites de couche, consultations prénatales, planification familiale, laboratoire d'analyses, centre d'imagerie avec échographie et radiologie, pharmacie interne et service de stérilisation. « Depuis l'après-Covid, les patientes ont peur. Certains appellent même ce site "Sambacorona". C'est dur à entendre quand on voit notre maternité, bien équipée, quasi vide. On tourne à 5 ou 6 naissances par mois. C'est très peu pour notre capacité. On a des salles propres, du personnel formé, un bloc en cas de césarienne, et un forfait très abordable pour l'accouchement. Les femmes de la région pourraient accoucher ici en sécurité, sans attendre des heures à Moroni. Mais la peur bloque tout », nous a raconté Soibira Abdallah, sage-femme et major au service maternité.

La peur reste la contagion. Pour y répondre, l'hôpital a cloisonné ses flux. Les patients épidémiques arrivent par une voie séparée, à l'arrière du site, directement vers des mobiles homes installés "très loin des autres services". L'ambulance emprunte un chemin dédié. Un patient qui serait venu en consultation générale ne croiserait donc pas ce circuit. Aussi, la désinfection est permanente. Des agents du Croissant-Rouge comorien sont dépêchés en continu sur la zone prise en charge des épidémies. Tout le circuit et l'unité de soins sont traités selon le protocole. Surtout, le personnel est sectorisé. « Les équipes qui prennent en charge de la mpox, par exemple, ne sont pas les mêmes que celles qui accueillent le public général », précise Djamila Bacar. Vestiaires, plannings et zones de repos sont distincts. « Notre protocole fait du site hospitalier de Sambakouni un des lieux de soins les plus cloisonnés du pays »,



affirme-t-elle.

L'autre atout est l'espace. Là où El-Maarouf sature, Sambakouni offre de grandes terrasses, un coin emménagé pour les proches des malades en cas de besoin pour s'allonger ou pour prier et même une cuisine mise à disposition des visiteurs. Les patients gagnent du temps : consultation, prise de sang et retrait des médicaments se font sur place, sans allers-retours. Moussa Alhadhuri, 42 ans, originaire d'Itsandra, a témoigné après sa consultation aux urgences : « Je suis venu la boule au ventre à cause des rumeurs, mais avec la grève à El-

Maarouf j'ai dû venir ici. Je n'ai vu aucune ambulance portant un cas d'épidémie, aucun malade grave. En une matinée, j'ai vu le médecin, fait mon bilan et eu mes médicaments. Si j'avais su, je serais venu avant. C'est un hôpital normal, mais avec de la place et du calme. » Le centre hospitalier veut redevenir un hôpital de proximité. Les équipements, les soignants et les protocoles sont en place. Il ne manque que les patients pour franchir ses portes en toute confiance.

Hamdi Abdillahi Rahilie



UNION DES COMORES Unité-Solidarité-Développement



Ministère de Transport Maritime et Aérien (MTMA) Unité de Gestion de Projet (UGP)

CKM1138-01V – Projet de Transport Maritime Inter-Iles aux Comores (PTMIC) Avis de pré-information concernant un marché de travaux maritimes

INTITULE Marché de travaux maritimes nécessaires à la mise en service de la liaison entre Moroni (Grande Comore) et Mutsamudu (Anjouan)

MAITRE D'OUVRAGE Ministère des Transports aérien et Maritime
Unité de gestion du projet Transport Maritime Inter-îles des Comores

BAILLEUR Agence Française de Développement (AFD)

TYPE DE MARCHÉ Marché de travaux

ALLOTISSEMENT Non

TYPE DE PROCEDURE Appel d'offres ouvert international

TYPE DE CANDIDATURE Candidats seuls ou groupements d'entreprises

Les entreprises nationales sont encouragées à se constituer en groupe-ment entre elles ou avec des entreprises régionales ou internationales.

DATE DE PUBLICATION PREVUE DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE (DAO) Debut mai 2026

CRITERE D'ATTRIBUTION

Offre évaluée la mieux-disante suivant des critères techniques et des critères prix. Seules sont évaluées les offres des candidats qui disposent des capacités requises et qui ne sont pas exclus en application de l'article 75 du

décret 22-085/PR.

CRITERES DE QUALIFICATION PRINCIPAUX

Capacité juridique, technique et financière en adéquation avec les caractéristiques du projet.

DESCRIPTION / CARACTERISTIQUE SUCCINCTES DES PRESTATIONS

Moroni : réhabilitation/équipements du quai passagers, ponton flottant, passerelles, dragage ; enlèvement des épaves.

Mutsamudu : réhabilitation/équipements du quai et confortement de protection côtière

VARIANTES Les variantes ne seront pas autorisées.

TRANCHE CONDITIONNELLE Le marché inclura une tranche ferme et des tranches conditionnelles.

MODE DE DEPOT DES OFFRES Offre à déposer au format papier à l'adresse physique du maître d'ouvrage.

DATE DE PUBLICATION DU PRESENT AVIS 13 avril 2026

DEMANDE D'INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

coordi.ptmic@gmail.com avec Copie à ad.ptmic@gmail.com

MIGRATION CLANDESTINE :

L'inquiétude grandit

Au-delà des chiffres officiels, c'est un sentiment d'inquiétude qui s'empare des localités de Ngazidja. Face à une pression migratoire qui ne faiblit pas, les citoyens craignent une hausse de la délinquance, tandis que les autorités, en « alerte », peinent à contenir un phénomène qui impacte le quotidien des Comoriens.

Dans les quartiers et les villages, le sujet est sur toutes les lèvres. Ce qui était autrefois perçu comme un simple flux de transit vers Mayotte devient une source de tension locale. « Nous sommes aujourd'hui en alerte rouge pour la sécurité du pays », confie une source du ministère de l'intérieur. Si l'État s'inquiète pour ses frontières, la population, elle, s'inquiète pour ses foyers. Depuis quelques mois, de nombreux témoignages font état d'une recrudescence des vols et d'une petite criminalité qui exacerbe le sentiment d'insécurité dans les zones de forte concentration de migrants. Le constat des riverains est amer : la précarité extrême dans laquelle se trouvent les migrants en attente de traversée pousse certains vers des actes désespérés. Cette situation crée un cli-

mat de méfiance. Pour les autorités, le défi est double : assurer « l'identification et l'enregistrement des migrants » tout en garantissant la sécurité des citoyens comoriens.

Depuis sa création en mars 2022, la Brigade nationale de répression du trafic illicite de migrants tente de stabiliser la situation. Une source proche du dossier confie que ses missions incluent « l'accueil et la prise en charge » pour éviter que l'errance ne se transforme en délinquance. Pourtant, sur le terrain, « le manque de moyens financiers et matériels » et « l'absence d'unités de sécurité spécifiques pour la protection des migrants » laissent souvent les forces de l'ordre et les populations dans une impasse. La gestion actuelle, bien que structurée autour de « l'évaluation des besoins et l'orientation vers les services compétents », semble dépassée par l'ampleur de la crise. Notre source de la brigade souligne que les dispositifs pour les plus vulnérables, comme les « centres d'accueil spécialisés pour les femmes et les enfants », sont essentiels, mais que les moyens globaux restent dérisoires face aux besoins réels.

Le manque d'infrastructures de base et de moyens de surveillance accroît la porosité des centres de



Opération de contrôle policière à Ngazidja1

transit, alimentant les craintes de la population. Pour les autorités, il est urgent de renforcer les « formations pour les agents de police et les travailleurs sociaux » et d'améliorer la coordination régionale pour désengorger l'île. Malgré l'exaspération face à l'augmentation des vols, le message des autorités reste un appel à la retenue. Il est demandé à la

population de « respecter les droits des migrants et de les traiter avec dignité », tout en exigeant de l'État une « gestion efficace des flux ». L'enjeu est de taille : éviter que l'inquiétude légitime des citoyens ne se transforme en hostilité. La solution, selon les experts, passera par un soutien financier accru et une meilleure « protection des migrants

» pour s'assurer que leur passage sur le territoire ne se fasse pas au détriment de la quiétude des Comoriens. La solidarité et la tolérance sont aujourd'hui mises à rude épreuve par une réalité qui demande des réponses immédiates et concrètes.

Mohamed Ali Nasra



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



Ministère de Transport Maritime et Aérien (MTMA)

Unité de Gestion de Projet (UGP)

CKM1138-01V – Projet de Transport Maritime Inter-Iles aux Comores (PTMIC)

Avis de pré-information concernant un marché de travaux sur les gares maritimes

INTITULE Marché de travaux sur les gares maritimes de Moroni (Grande Comore) et Mutsamudu (Anjouan) en prévision de la mise en service de la liaison entre Moroni (Grande Comore) et Mutsamudu (Anjouan)

MAITRE D'OUVRAGE Ministère des Transports aérien et Maritime
Unité de gestion du projet Transport Maritime Inter-îles des Comores

BAILLEUR Agence Française de Développement (AFD)

TYPE DE MARCHÉ Marché de travaux

ALLOTISSEMENT Lot n°1 – Moroni (Grande Comore)
Lot n°2 – Mutsamudu (Anjouan)

TYPE DE PROCEDURE Appel d'offres ouvert national

TYPE DE CANDIDATURE Candidats seuls ou groupements d'entreprises

DATE DE PUBLICATION PREVUE DUDOSSIER D'APPEL D'OFFRE (DAO) Debut mai 2026

CRITERE D'ATTRIBUTION

Offre évaluée la mieux-disante suivant des critères techniques et des critères prix. Seules sont évaluées les offres des candidats qui disposent des capacités requises et qui ne sont pas exclus en application de l'article 75 du décret 22- 085/PR.

CRITERES DE QUALIFICATION PRINCIPAUX Capacité juridique, technique et financière en adéquation avec les caractéristiques du projet.

DESCRIPTION / CARACTERISTIQUES SUCCINCTES DES PRESTATIONS

Moroni & Mutsamudu : amélioration des gares maritimes, aménagements terrestres, réseaux, accès/voies, éclairage et équipements associés.

VARIANTES Les variantes ne seront pas autorisées.

TRANCHE CONDITIONNELLE

Le marché inclura une tranche ferme et des tranches conditionnelles.

MODE DE DEPOT DES OFFRES

Offre à déposer au format papier à l'adresse physique du maître d'ouvrage.

DATE DE PUBLICATION DU PRESENT AVIS 13 avril 2026

DEMANDE D'INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

coordi.ptmic@gmail.com avec copie à ad.ptmic@gmail.com